

Pierre Ozer, Abdoul Jelil Niang, Mohamed Ahmed Ould Sidi Cheikh et François Gemenne  
3 octobre 2006

## **Migrants pour les Canaries ou la noyade des politiques de développement**

Pierre Ozer, Département des Sciences et Gestion de l'Environnement, Université de Liège (Belgique).

Abdoul Jelil Niang, Département de Géographie, Université de Liège (Belgique)

Mohamed Ahmed Ould Sidi Cheikh, Département de Géographie, Université de Liège (Belgique).

François Gemenne, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, Institut d'Etudes Politiques, Paris (France) ; Centre d'Etudes de l'Ethnicité et des Migrations, Université de Liège (Belgique).

*Barça* ou *Barzakh*, *Barcelone* ou *l'au-delà* (en arabe), un autre monde ou l'autre monde. Voici le *leitmotiv* de tous ces candidats à l'exil qui s'entassent quotidiennement dans des *cayucos*, ces grandes pirogues colorées utilisées pour la pêche, en direction des îles Canaries. Après les départs massifs observés à partir de Nouadhibou, en Mauritanie septentrionale, les départs s'étalent vers le sud, du Sénégal, de Guinée-Bissau et même de Guinée-Conakry, soit des traversées de plus de 2 000 kilomètres. Depuis le début de l'année, ils sont plus de 25 000 à avoir atteint les côtes espagnoles, largement plus que le « record » établi à 9 929 pour toute l'année 2002. Mais combien y ont laissé la vie ? Il est malaisé de répondre à cette question. Le 8 mars, alors que le nombre des victimes recensées par Madrid était de 106, la Croix-Rouge espagnole estimait pour sa part que le nombre réel était probablement dix fois plus élevé. Même son de cloche du côté du Croissant Rouge mauritanien pour qui 40% d'entre eux n'arrivent jamais à destination.

Récemment, de nouveaux chiffres officiels ont été divulgués par le gouvernement régional canarien : 590 corps noyés ont été repêchés dans leurs eaux territoriales au cours des sept premiers mois de 2006. Mais à ce décompte macabre des victimes, on se doit d'ajouter les centaines de corps refoulés par l'océan sur les rives marocaines, mauritaniennes et sénégalaises. On se doit de citer les 47 émigrants morts à bord d'une embarcation partie du Cap Vert pour les Canaries et qui a dérivé pendant quatre mois dans l'Atlantique jusqu'à l'île de la Barbade, face au Brésil. On se doit de rappeler que, fin août 2006, 56 clandestins en direction de *l'eldorado* catalan ont échoué sur les côtes du Sahara occidental et qu'ils ont été déportés par les autorités marocaines dans un *no man's land* désertique et miné entre le Sahara occidental et la Mauritanie ; six d'entre eux y sont morts d'épuisement. On se doit de ne pas oublier ce bébé de 7 mois, mort de froid dans les bras de sa mère, alors que les côtes canariennes étaient en vue.

Combien sont-ils, ceux qui espéraient *Barça* et n'ont connu que *Barzakh* ? En reprenant les estimations de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, ils pourraient être entre 6 000 et 16 000 à avoir péri dans leur folle traversée.

Pour expliquer cet exil effroyable, on avance souvent le désir d'échapper à la pauvreté et la recherche de conditions de vie moins pénibles, la promesse d'un avenir meilleur. Pour nombre d'observateurs, nous assistons donc ici, en direct, à un assaut de « réfugiés économiques ». On parle moins, par contre, de l'environnement local qui se dégrade peu à peu et qui rend les conditions de vie des Subsahariens plus difficiles encore, modifiant profondément les structures des sociétés touchées.

L'évolution des richesses locales rencontrée en divers lieux de Mauritanie, du Sénégal septentrional et du nord du Mali est frappante. Jusqu'à l'aube des années 1970, ces populations étaient essentiellement nomades, et leurs richesses s'évaluaient au nombre de têtes de bétail. Lorsque de dramatiques sécheresses se sont abattues sur ces régions arides, le cheptel a été décimé. Les populations nomades n'ont eu d'autre choix que la sédentarisation et la reconversion dans l'agriculture, ou la migration vers les principales villes. Dans les zones rurales, les richesses s'évaluaient alors en fonction des terres et des accès à l'eau. Actuellement, la désertification progressant, la sécheresse persistant, les ressources en eau s'amenuisent et les sols s'appauvrissent. Parallèlement, les populations affectées se sont trouvées sans ressources, et certains se sont alors résolus à migrer vers le Nord, vers l'Europe. Depuis peu, les familles plus aisées sont celles qui sont « soutenues » par un ou plusieurs de leurs en Europe, qui envoient argent et cadeaux au village. Ce nouveau modèle de réussite inspire d'autres familles qui n'ont pas encore exploré cette voie. Les jeunes ne voient souvent d'autre issue que cet exil ; les familles se cotisent alors pour permettre à un ou plusieurs de leurs enfants de partir et de devenir ainsi leur nouveau placement à haut rendement'.

Ce qui se déroule actuellement est également un terrible aveu d'impuissance, au Nord comme au Sud. Qu'attendons-nous pour nous occuper réellement de ces désespérés, dont le nombre ne cesse de croître ? Après l'échec de grandes campagnes des Nations unies comme « La santé pour tous en l'an 2000 », les bilans désastreux des programmes d'ajustements structurels proposés' par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, et les espérances déçues des « Objectifs du millénaire pour le développement » sur le continent africain, nous ne pouvons plus éviter de remettre en cause la pertinence de nos soutiens. Nous ne pouvons à nouveau remettre à plus tard la nécessaire réforme des politiques d'aide au développement. Cette réforme devra impérativement mettre fin à la corruption, au népotisme et à la mauvaise gestion des fonds. Elle devra surtout prendre véritablement en compte la dimension environnementale du développement, et mettre en place de véritables politiques de relance agricole et de lutte contre la désertification. Car la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont intimement liées.

Nous ne pouvons nous contenter de qualifier d'« inadmissible » l'arrivée massive de ces migrants, comme se borne à le faire Adan Martin, chef du gouvernement régional canarien. Le temps n'est plus à la mise en place de mesures automatiques de refoulement conformes aux droits de l'homme'. Chaque jour qui passe amène son lot de nouveaux naufrages. Il n'y a pas si longtemps, sur un autre continent, « *la libertad y la muerte* » représentait l'espoir de toute une génération. Il importe aujourd'hui que « *Barça ou Barzakh* » ne représente pas la désespérance d'une autre génération, sur un autre continent.

#### **A visiter :**

- le blog de Pierre Ozer : <http://pierreozet.blog4ever.com/>

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)